

# Mais où est passé l'État ?

*Il a fallu que l'État décide d'une augmentation de 28% sur les salaires des fonctionnaires, et que les devises connaissent des pointes par rapport à l'ouguiya, pour que les commerçants décident de revoir à la hausse tous les prix des produits de consommation ! Le marché national est en effervescence, sans que jamais l'administration chargée de réguler les prix, n'intervienne.*

Depuis le déclenchement de la malheureuse politique de libéralisation instituée par les pouvoirs publics, sous la férule de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, une poignée de commerçants, érigée en consortium, se frotte les mains. Alors que le peuple agonise sous la strangulation d'un marché fantaisiste et spéculateur, les opérateurs économiques bâtissent des fortunes sur sa dépouille encore fumante. Les autorités publiques assistent en spectateurs indifférents au massacre qui effeuille jour après jour le maigre pouvoir d'achat qu'aucune acrobatie ne parvient à combler. Ces augmentations spectaculaires de prix, qui n'obéissent à aucune logique, interviennent en dehors de tout facteur endogène ou exogène. On augmente à l'envie. La libre concurrence, régulatrice naturelle du marché libéral, est faussée par la connivence des gros importateurs et des gros commerçants. Cette vaste concertation, enclenchée à la tête de la superstructure économique, pourtant passible de lourdes peines dans toute économie libérale classique, est impunie sous nos cieux. Livré à nu, sans aucune protection, à la voracité du marché national, le consommateur mauritanien tire le diable par la queue. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que rien ne la justifie. En fait, depuis la flambée de l'Euro sur les marchés financiers, et la dégringolade consécutive de l'ouguiya, les importations ont fortement baissé en volume, le marché étant alimenté par les stocks emmagasinés, du temps où le cours de l'Euro était encore faible. La forte augmentation qui grève les denrées ne s'explique dès lors pas par ce phénomène financier. En outre, le prix des hydrocarbures qui influait sur la grille des prix est resté pratiquement stable. Ce qui fait craindre le pire devant le renchérissement attendu du prix de ce facteur de production. Troisième pilier, la réalisation d'infrastructures portuaires, aéroportuaires et routières, loin de contenir le flux ascendant des prix, n'a eu aucune incidence sur le marché local. Ailleurs, ces réalisations auraient pu permettre d'alléger les tarifs de consignation et du coup, le prix de vente des marchandises sur le marché local.

Dès lors, seule la spéculation et la recherche effrénée du profit sous-tendent l'action des opérateurs économiques. En ces dix dernières années, le prix des produits de consommation a connu plus d'une vingtaine d'augmentations, soit une moyenne de deux par an. Situation grave, quand on sait que parallèlement à cette instabilité du marché des produits et services, les salaires des agents de l'État n'ont connu que trois augmentations, lesquelles dans leur globalité n'excèdent pas 7.000 UM. (Cf. Tableau de comparaison des prix des marchandises en 1994 et 2004)

Finalement, la dernière augmentation de 28% des salaires ne servirait presque à rien, d'autant plus que la marge allouée par l'Etat est doré et déjà bouffée par l'inflation et les augmen-

	1994	2004
Riz (100 Kg)	3.600 UM	50 Kg) 9.000 UM
Huile (1 litre)	90 UM	300 UM
Sucre (1 Kg)	70 UM	120 UM
Savon de Marseille	35 UM	90 UM
Gloria	40 UM	90 UM
Pain (200 g)	20 UM	100 UM
Tomate (Concentrée)	60 UM	400 UM
P. de Terre (1 Kg)	30 UM	160 UM
Oignons (1 Kg)	30 UM	160 UM
Viande(Mouton 1 Kg)	400 UM	1.000 UM
Viande (Boeuf-Cham. 1 Kg)	250 UM	700 UM
Blanchisserie (Boubou)	100 UM	250 UM

tations enclenchées par les commerçants. Surtout que les augmentations sur les prix des marchandises varient entre 30 et 50 % ! En faisant un calcul tout simple, on se rend vite compte qu'un salarié de la Fonction Publique qui perçoit un salaire de 14.000 UM mensuel se retrouvera avec 3.920 ouguiyas de plus. Ce surplus est dérisoire devant le renchérissement du marché des produits et services. Il faudrait pour contrebalancer l'action de la minorité et préserver la survie de la majorité, enclencher des mécanismes de stabilisation et de contrôle. Mais devant l'inertie des autorités publiques face à cette situation alarmante, l'opinion se demande avec raison si l'État n'est pas tout simplement impuissant face au puissant lobby formé par le patronat et les gros commerçants.